

Le « national » et l'« international » dans les sciences sociales

Entretien avec l'historien Pierre-Yves Saunier

Vincent Houle¹, Solène Mailliet², Guillemette Martin³

M. Pierre-Yves Saunier est professeur agrégé au département des sciences historiques de l'Université Laval à Québec⁴.

Cet entretien a été réalisé par Vincent Houle, doctorant en histoire en cotutelle entre l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (SIRICE) et l'Université de Montréal, Solène Mailliet, doctorante en histoire à l'Université de Montréal et à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco, Paris), et Guillemette Martin, titulaire d'un Doctorat en Histoire contemporaine obtenu en 2013 à l'IHEAL (Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine- Université Paris III Sorbonne Nouvelle) et enseignante et chercheuse dans le Département d'Histoire de la Universidad Iberoamericana à Mexico.

Un des axes de recherche principaux de votre contribution scientifique est l'étude de la circulation des savoirs, des identités, et plus généralement l'analyse de phénomènes qui existent entre différentes sociétés et communautés. Ces phénomènes existent bien sûr entre communautés nationales – puisque la nation est une réalité historique –, mais les transcendent également, voire surviennent sans aucune attache au cadre national. Vos études sur l'histoire des villes vous ont notamment amené à placer ces dernières au cœur de plusieurs processus : à la fois lieux de construction et d'exhibition des identités locales, régionales, nationales, mais aussi moteurs de mouvements internationaux tels que l'Union internationale des villes ou Internationale municipale, et enfin actrices et témoins de la mondialisation. À partir des réflexions qui animent vos travaux et des cadres méthodologiques et conceptuels que vous avez utilisés, quels seraient les avantages, ou à l'inverse, les limites, d'une grille d'analyse qui scinde clairement le « national » de l'« international » comme cela est généralement le cas dans l'historiographie ? En quoi l'histoire urbaine est-elle révélatrice

¹ Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (SIRICE) et Université de Montréal.

² Université de Montréal et Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco, Paris).

³ Département d'Histoire de la Universidad Iberoamericana, Mexico.

⁴ Pierre-Yves Saunier est auteur et éditeur de nombreux travaux sur l'histoire transnationale et l'histoire urbaine, notamment, que l'on retrouve dans la bibliographie à la fin de l'entretien.

des tensions, mais également des dialogues et réciprocity entre nation, internationalisme et mondialisation ?

PYS : Pour répondre sans trompettes à votre question, il faut commencer par dire qu'il est possible d'écrire une histoire urbaine qui parte d'une distinction nette entre le national, posé comme un espace de pratique délimité par le territoire spatial et mental des entités socio-politiques appelées nations ou pays, et l'international comme un espace de pratique correspondant à ce qui se déroule entre deux ou plus de ces entités socio-politiques.

Faire l'histoire démographique d'une ville, celle de ses corps de métiers, celle de sa croissance spatiale, celle de son équipement en infrastructures, celle de ses productions artistiques et intellectuelles, celle des formes de domination et de reproduction sociale qui y prennent place ; ou bien encore tenter de suivre dans le temps des phénomènes et processus impliquant la ville comme forme d'agrégation humaine spécifique, qu'il s'agisse de conceptions et de politique sur l'habitat, la pollution, la mobilité, la bienfaisance ou de mouvements politiques, intellectuels ou artistiques : voilà des opérations de recherche, de conceptualisation, de compréhension et d'écriture sans doute facilitées par la décision de garder distincts ces deux niveaux et d'inscrire sa démarche dans l'un ou l'autre. Les travaux qui ont accepté cette prémisse ont inventé des sujets, développé des questionnements, proposé des interprétations, posé des conclusions qui demeurent un socle pour l'histoire urbaine.

Mais, que l'enquête historique mette à jour des migrants provenant de, partant vers, passant par d'autres pays ; la présence d'artisans ou de commerçants travaillant avec des partenaires, savoir-faire, matériaux ou marchés étrangers ; la contribution à une compagnie de tramways d'un investisseur d'un autre pays ; l'emploi dans « votre » ville de formes génériques de conception des paysages, de saisie statistique de la vie urbaine ou de qualification d'une pathologie urbaine ; ou bien encore l'émulation (coopérative ou antagonique) entre des groupes et des institutions aux localisations multiples, et l'on doit se demander si on veut suivre ou pas ces fils qui « font la ville » en dehors d'un espace de pratique délimité par une ville ou un pays. Comme il se trouve que les villes sont souvent des pôles rayonnants ou attractifs pour les personnes, les capitaux, les idées, les objets ou les organisations, ce cas de figure est fréquent.

C'est particulièrement à ce moment-là qu'une grille d'analyse qui scinde clairement le national et l'international révèle combien elle participe du nationalisme méthodologique, c'est à dire d'un ensemble de références qui assignent une discipline et un savoir à un horizon intellectuel, à des formes institutionnelles, à des outils pratiques et à des corpus de sources et de données définis par et pour la nation, le pays, l'État. Par ailleurs, une distinction nette entre national et international implique une relation d'emboîtement qui participe de toute une famille de niveaux hiérarchisés et emboîtés (le local, le national, le régional, le mondial) et postule également un sens de l'histoire (la notion d'internationalisation établit le national comme premier). C'est avec cet ensemble de

références qu'est né l'univers des sciences humaines et sociales dans lequel nous opérons.

Et justement, suivre les fils repérables dans les villes amène à questionner, empiriquement, ces différents aspects du nationalisme méthodologique. Un bon observatoire de ces tentatives, et de leurs résultats, est le site du Global Urban History Project (<http://globalurbanhistory.org/>) avec ses recensions, son blog, sa page Facebook et son fil de gazouillis (Twitter). À propos de villes portuaires, de villes industrielles et commerciales, de villes marquées par la colonisation, de régions formées par les liens économiques, politiques et géopolitiques autour de villes et entre villes, d'individus et d'institutions préoccupés de définir et de traiter de différentes « questions » propres aux villes, les historiens qu'on y croise ont pour caractéristiques communes de prendre acte du fait que la distinction national/international est une catégorie d'acteurs, de vouloir historiciser cette distinction, et d'y passer outre pour ne pas « étagé » l'histoire urbaine.

Vous avez participé en tant qu'auteur et coéditeur avec Akira Iriye au Palgrave Dictionary of Transnational History, puis rédigé, cette fois dans la série Theory and History chez Palgrave Macmillan, l'ouvrage Transnational History. Que révèle l'approche transnationale en histoire sur les interactions entre les deux concepts au cœur de ce numéro ? Un autre courant fort des dernières années, la Global History, les aborde aussi par la nature même de ses objets d'étude. Sur ce point, quels rapprochements théoriques et méthodologiques pouvons-nous faire entre la Global History et la Transnational History ? En quoi ces deux courants historiographiques s'opposent-ils ?

PYS : Partons de la fin. La nécessaire concision de votre question ne doit pas faire oublier que des courants historiographies ne s'opposent pas, pas plus qu'ils ne se rejoignent. Ce sont celles et ceux qui déclarent s'y inscrire qui choisissent d'insister ou de ne pas mettre en avant des convergences ou des divergences. Ce choix dérive de raisons indissociablement sociales et intellectuelles, la police des délimitations faisant bon ménage avec l'aiguisage ou l'émoussement des lames méthodologiques ou conceptuelles.

Et donc, je préfère souligner le cousinage d'une famille d'approches historiques qui ont la préoccupation de travailler entre et à travers les catégories d'entendement canoniques que sont, pour l'histoire et de nombreuses sciences humaines et sociales, les pays, les régions, les continents, les empires, les civilisations (Saunier, 2018). Des propositions qui toute sont de type relationnel en ce qu'elles travaillent à remettre ces unités d'entendement en relation plutôt que de penser qu'elles recèlent en elles-mêmes les causes et les finalités de leur trajectoire historique. Histoire globale, histoire mondiale, histoire connectée, histoire translocale, histoire transculturelle, histoire internationale, histoire des transferts, histoire des systèmes-mondes, histoire transnationale, histoire profonde, grosse histoire : leur horizon est largement partagé, et leur grammaire

notionnelle également. Comparaison et connexion, divergence et convergence, fragmentation et homogénéisation, domination et hybridation sont des couples qui reviennent souvent.

Les mêmes auteurs peuvent d'ailleurs voyager sous différents pavillons sans s'en formaliser : Sanjay Subrahmanyam co-dirige un volume de la *Cambridge World History*, sous-titre son dernier livre « histoires connectées des cours d'Europe et d'Asie », et occupe la chaire d'histoire globale de la première modernité au Collège de France ; la description du *Companion to World History* de l'éditeur Blackwell met en avant la façon dont le volume « considers issues of both scholarship and pedagogy on a transnational, interregional, and world/global scale » (en ligne, www.wiley.com). Je n'y vois pas une paresse de distinction, mais la conscience active d'un partage qui dépasse des différences. Car il y en a, qui reposent sur des choix en matière de centrage chronologique, de priorités de questionnement, de choix d'échelle, d'exigences méthodologiques, de volontés de déstabiliser des grands récits et des formes de connaissances, ou encore de sous-bassement disciplinaire. Elles sont exposées régulièrement, dans des efforts de délimitation et définition comme celle récente de Sebastian Conrad dans son *What is Global History?* (2016).

Ma propre variation sur ces décalages et préférences importe peu ici, car je veux pour répondre à votre question insister sur les effets des approches globales ou transnationales pour qualifier la distinction entre national et international, et qualifier leur interaction. D'abord, elles poussent à rendre raison de l'historicité des deux notions, de leur conception, de la façon dont elles ont été embrassées, acceptées comme des principes de vision, de division, d'organisation et d'action. Le national et l'international sont des projets, des desseins avant d'être incorporées dans des institutions, des conduites, des loyautés. Et ces projets ne sont pas ubiquistes ni atemporels : il y a d'autres façons de penser les corps politiques souverains et la façon dont ils se côtoient. Au passage, cela fait toucher du doigt les exigences de ces approches relationnelles : elles doivent à la fois faire avec la nation/le pays comme catégorie d'expérience, de pensée et de conduite des acteurs historiques, et faire sans comme unité d'analyse et de récit des expériences, pensées et conduites de ces protagonistes. Antoinette Burton l'a formulé de manière lapidaire et précise dans l'introduction du collectif *After the Imperial Turn* (2003) : la nation est inadéquate et indispensable à la fois, on doit écrire l'histoire contemporaine avec et à travers elle sans jamais penser sans elle.

Cet impératif d'historicisation, dans un mouvement conjoint, amène à reconsidérer la séparation des deux notions et l'idée de gradients socio-spatiaux dont l'un serait la cellule de base et la condition de possibilité l'autre (d'abord le national, puis l'international), et entre lesquels la trajectoire des acteurs, des idées, des capitaux doit être lue comme un déplacement qualitatif (« aller à l'international »). Les histoires relationnelles, parce qu'elles interrogent la façon dont l'étranger est présent dans le domestique, le domestique dans l'étranger, plusieurs domestiques dans plusieurs étrangers, invitent à secouer cette séparation et ces liens. Anne-Marie Thiesse, dès la première

phrase de son livre sur *La création des identités nationales en Europe au XVIII^e et XIX^e siècle* (1999), met cela sur la table en écrivant « Rien n'est plus international que la formation des identités nationales », et on peut ajouter que rien n'est plus national que la formation d'une pensée de l'international par et pour les nations.

Une vision téléologique et linéaire de l'histoire place l'internationalisme au bout de la marche de l'Histoire, tel un idéal à atteindre pour les nations, dont le dépassement serait inéluctable pour vivre dans un monde libre, moderne et paisible. Dans cette perspective, le nationalisme est vu comme l'antithèse de l'internationalisme : sentiment archaïque de repli identitaire, coupable numéro un des deux guerres mondiales et des conflits du XX^e siècle. Pourtant, le nationalisme est également né de ce courant libéral à l'origine de l'internationalisme. D'ailleurs, le principe national n'a-t-il pas d'emblée été pensé comme universel ? Comment expliquez-vous cette évolution antagoniste des deux concepts ?

PYS : Votre question nous place au cœur d'un effort historiographique en cours. En effet, aussi bien la vision évolutionniste de la relation entre nationalisme et internationalisme que la vision antithétique de ce rapport sont les produits d'un processus de long terme par lequel se sont séparés le national et l'international, par lequel ils se sont enchâssés dans des domaines de pratique, d'analyse et de normes, et par lequel des valeurs différenciées ont été données à l'un et à l'autre.

Pour faire toucher du doigt un moment de ce processus, sans prétendre à en rendre raison, me viennent à l'esprit (ou plutôt à l'écran, depuis mon disque dur où quelques échantillons de cette sédimentation sont stockés) les écrits de Hubert van Houtte et Paul Otlet en 1907-1908 au sujet de la « loi d'ampliation » qui fait de la concentration des unités politiques et sociales un processus irrésistible menant de la seigneurie à un « groupement international » en Europe centrale et occidentale via la principauté territoriale et l'État national ; la thèse de doctorat de John Faries à Columbia University en 1915 qui commence par l'imputation aux « forces réactionnaires d'un nationalisme étroit » d'une guerre dont la résolution ne pourra qu'être marquée par la moralité internationale. On est ici dans un moment de fabrique ou de réactivation de façons de poser et de penser le national et de l'international, le nationalisme et l'internationalisme, que vous mentionnez dans votre question. Façons qui ont pendant longtemps informé sur la façon dont l'histoire et les autres savoirs ont pu penser la qualité de chacun et leur relation. Pensez à la façon dont l'internationalisme est associé au « bien », à l'utopie, aux intellectuels, à l'irréalisme. Ou bien considérez l'impossibilité postulée de la cohabitation entre nationalisme et internationalisme et l'incompatibilité totale de leurs principes, de leurs buts, de leurs protagonistes. Et tiens, même, une sorte de refoulé hégélien autour de cette idée que l'avènement de l'internationalisme serait dans le sens de l'histoire.

C'est ce processus de sédimentation, et ses conséquences sur le travail de recherche, qui est décortiqué depuis quelques années dans des travaux sur l'internationalisme

menés sous plusieurs angles. L'histoire de la pensée de l'international, l'histoire des organisations internationales, l'histoire des protagonistes des internationalismes, l'histoire de l'internationalisme comme pratique et comme horizon, ont repris à nouveaux frais un chantier déjà ouvert, mais encore très marqué par les visions rapidement esquissées ci-dessus (par exemple par Akira Iriye dans *Cultural Internationalism and World Order* en 1997, ou bien avec son *Global Community: The Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World* de 2002, dont la lecture confirme des éléments qui m'avaient frappé lors de nos conversations au moment de la conception et confection du Palgrave Dictionary of Transnational History). Ils en ont largement reconsidéré les prémisses et les résultats. Si nous parcourons ensemble, en imagination, les pages de *Foundations of Modern International Thought* de David Armitage (2013), et un des ensembles de commentaires qui lui furent consacrés (*History of European Ideas*, vol. 41, n° 1, 2015) ; l'introduction et les contributions de *Internationalisms: A Twentieth-Century History* dirigé par Glenda Sluga et Patricia Clavin (2016) ; le numéro spécial de *Contemporary European History* consacré aux « Agents of Internationalism » (vol. 25, n° 2, 2016), nous avons de nombreuses occasions de voir se développer l'enquête à ce sujet. On y croise l'autopsie de l'international comme catégorie et domaine de pensée et sa mise en situation ; l'analyse des activités de régimes ou d'individus ouvertement et outrancièrement nationalistes qui développent un internationalisme très actif ; la mise à mal de l'imputation d'irréalisme de l'internationalisme ; l'identification de formes et de conséquences de l'internationalisme qui n'ont que peu à voir avec le cheminement vers un monde libre, juste et paisible ; la démonstration de l'importance des activités internationalistes pour le dessin du monde contemporain dans des secteurs clés ; la force des loyautés et la dynamique des trajectoires des acteurs de l'internationalisme, et plus largement la mise à nu des ruses de la raison, et des acteurs, qui ont longtemps masqué la concomitance et la contemporanéité entre l'affirmation du national et celle de l'international.

Idéologie sans substance, croyance sans profondeur, mouvement sans militants, institutions sans pouvoir, cause sans conséquences, l'internationalisme comme a longtemps été un « sujet sans qualité » en matière de recherche historique. Ces travaux inversent et cette tendance, et la façon dont on peut penser avec et travailler sur l'internationalisme.

L'État-nation est sans conteste le modèle politique dominant, si bien que plusieurs nations qui n'ont pas accès à la souveraineté politique y aspirent encore et qu'on peine à ne serait-ce qu'imaginer une autre forme d'organisation sociale et politique que le modèle étatique-national. Le premier ministre canadien, Justin Trudeau, a d'ailleurs créé d'importants remous en 2015 lorsqu'il affirmait au New York Times Magazine que le Canada était le

« first post-national state »⁵. Les critiques sont survenues pour des raisons historiques et politiques proprement canadiennes, mais aussi, dans une large mesure, parce que plusieurs jugeaient cette affirmation empiriquement fausse. Le courant post-national, s'il existe, reste relégué aux marges lointaines de la société canadienne comme des autres sociétés. Quel débat pensez-vous possible, voire nécessaire entre d'une part, les milieux scientifiques qui invitent à repenser le concept de « national » (et son lien étroit avec l'État), et d'autre part la société en général pour qui l'État-nation comme « unité de base » est ancré de manière particulièrement ferme ?

Repartons de la citation de Justin Trudeau, qui semble avoir conclu une phrase où il parlait de « valeurs partagées » comme le socle de la conception nationale canadienne et de sa différence vis-à-vis des noyaux durs et des formes majoritaires qui fondent les états nationaux. J'y ajoute deux autres éléments. Le premier ouvre un commentaire de la formule de Justin Trudeau : « With postnationalism, the radicalizing spiral reaches its end point: the obliteration of any form of identity among Whites including an identity based on “Western values” ». Ce commentaire figure dans *Canada in Decay*, un ouvrage de Ricardo Duchesne (2017), professeur de science sociale à University of New Brunswick. Deuxième élément, une autre déclaration primo-ministérielle, celle du Hongrois Viktor Orban, telle que rapportée par le site conservateur états-unien Breitbart en mars 2018 : « We who believe in nation-states, the defence of borders, the family and the value of work are on one side, and opposing us are those who want open society, a world without borders or nations, new forms of family, devalued work and cheap workers – all ruled over by an army of shadowy and unaccountable bureaucrats. On one side, national and democratic forces; and on the other side, supranational and anti-democratic forces. »⁶ Vous me voyez venir : le débat que vous mentionnez n'est pas entre les milieux scientifiques d'un côté et la société en général de l'autre. La société est partagée en de multiples fractions qui elles aussi repensent le concept de national et son association avec l'État via leurs pratiques, du placement financier à la migration, de l'exercice professionnel à celui du loisir, dans les dimensions de leur pratique. Les milieux scientifiques sont pour leur part liés à l'État-nation par la genèse des institutions auxquelles ils appartiennent, par les mécanismes de valorisation professionnelle, par la façon dont ils délimitent les questions qu'ils se posent et la façon dont ils y répondent.

Le débat auquel vous faites finalement référence, c'est un débat entre des manières de penser, de vouloir et de faire l'organisation des sociétés et des corps politiques. Son

⁵ L'entrevue accordée par le Premier ministre Justin Trudeau au New York Times Magazine est disponible en ligne. <https://www.nytimes.com/2015/12/13/magazine/trudeaus-canada-again.html>

⁶ L'extrait est disponible en ligne. <https://www.breitbart.com/london/2018/03/16/hungarian-prime-minister-not-halt-immigration-borders-consumed/>

avatar actuel s'organise essentiellement sur le couple entre État national et État cosmopolitique, mais il a également concerné d'autres possibilités (état impérial, cité-état). Ce débat doit-il être l'objet d'une implication particulière des membres des milieux scientifiques (j'entends, les sciences humaines et sociales) ? J'en doute, du fait de la façon dont ils ont contribué dans le passé à débat entre des manières de penser, de vouloir et de faire l'organisation des sociétés et des corps politiques. Car, ce débat comporte une forte dimension prophétique ou performative, à laquelle participe la formule « the first » de Justin Trudeau, et qui porte sur l'avènement irrésistible et la disparition irrémédiable de formations politiques.

Vous n'êtes pas dupes, je traîne un peu les pieds pour vous répondre, pour plusieurs raisons. Par dilection et par adhésion au principe de neutralité axiologique d'une part. Mais aussi en prenant en compte la façon dont les gens de sciences humaines et sociales ont contribué dans le passé à ce débat. Ce dernier a souvent mobilisé des formes prophétiques ou performatives, desquelles participe d'ailleurs la formule « the first » de Justin Trudeau, et dont le propos porte sur l'avènement irrésistible ou la disparition irrémédiable de certains types de sociétés et de corps politiques. Les membres des milieux scientifiques des sciences humaines et sociales ont versé leur écot à ce genre. Dans les années 1990, Eric Hobsbawm ou Arjun Appadurai ont écrit que l'État-nation était au bout de son élastique, et plus récemment Ulrich Beck ou Jürgen Habermas. Les savants, philologues hier, politistes plus récemment, historiennes et géographes presque toujours, n'ont pas non plus épargné leur peine pour faire advenir l'État-nation en Europe au XIX^e siècle, dans les Amériques ou dans les nouveaux pays issus des différentes vagues de décolonisation du XX^e siècle en Afrique, en Asie ou dans la ceinture soviétique. La fougue qui a caractérisé ces écrits a souvent chevauché les vagues et tendances du moment, et on peut d'ailleurs le vérifier une nouvelle fois dans l'ambiance actuelle, les tendances politiques européennes et états-uniennes inscrites dans différentes élections de 2017 ayant fourni matière à des diagnostics de second souffle pour l'État-nation.

Pourtant, penser le national et replacer l'État-nation et son adoption dans un moment de l'histoire des formations politiques possibles n'est pas réductible à diagnostiquer son triomphe ou sa fin. C'est là que me semble être la façon dont les milieux scientifiques peuvent contribuer au débat, et non pas comme prêcheurs, défenseurs ou chefs de file.

En guise d'ouverture, selon vous, quels sont actuellement les apports théoriques et méthodologiques les plus significatifs dans ce débat concernant la redéfinition des concepts de national et d'international ? Quels auteurs, quels travaux récents jugez-vous particulièrement prometteurs quant à la reformulation de ce débat ?

J'aime bien ces questions où je peux faire semblant d'avoir lu des choses et de pouvoir en parler, alors que le cœur de mon activité consiste à pelleter de la neige et tondre du

gazon (les troubles obsessionnels compulsifs sont éminemment saisonniers sous ces latitudes). Sans oublier ce qui a été mentionné plus haut, j'ajouterai ici trois propositions de lecture (qui ne sont en rien un palmarès du plus significatif ou du plus stimulant) :

D'abord les contributions et textes rassemblés dans Guide de l'enquête globale en sciences sociales (Simeant, 2015). Dans l'introduction de cet ouvrage qu'elle a dirigé, Johanna Siméant signale que le livre a été conçu pour présenter des « ficelles du métier » à celles et ceux qui veulent se positionner ou se retrouvent malgré eux « face à l'international ». Cela est fait sans poser l'international comme un nouvel Eldorado ou un domaine ontologiquement et radicalement différent pour les sciences sociales, mais en s'attachant aux requêtes spécifiques qui sont posées à « l'imagination sociologique » lorsque l'enquête doit sortir de ses cercles habituels. Ce contrat est rempli dans un premier temps par des chapitres qui reviennent sur les dispositifs de recherche imaginés par leurs auteurs en donnant leur part aussi bien à leurs résultats de recherche qu'à la façon dont ils ont utilisé les ressources de la littérature savante (concepts, méthodologies, angles). Dans un deuxième temps, les auteurs du livre choisissent et présentent un corpus d'extraits de textes à travers le paysage disciplinaire des sciences sociales, sociologie, science politique, anthropologie, histoire et nous offrent un pan de leur « bibliothèque de travail ». L'ensemble insiste sur la façon dont il est possible de concevoir et mener des travaux qui déploient leur questionnement, leur objet et leur terrain aussi bien entre et à travers les pays qu'entre et à travers les niveaux socio-spatiaux déjà mentionnés dans les réponses précédentes.

Parmi les notions présentes dans le Guide, celle de « champ » demande qu'on s'y attarde. Spécifié en particulier par Pierre Bourdieu dans ses travaux de sociologie qui analysent des formes d'agencement et de reproduction d'acteurs et d'enjeux dans le cadre national, le champ est utilisé de manière suggestive dans des enquêtes de science sociale qui travaillent sur des institutions, des circulations, des domaines de compétence et de savoir, des questions normatives qu'il faut saisir en travaillant entre et à travers les pays/nations. Notamment parce que la notion appelle à travailler sur les relations et sur les structures, elle est une ressource potentielle pour celles et ceux qui doivent comprendre comment se déplacent, se positionnent s'agencent des protagonistes (individus, institutions, objets), comment ils se donnent ou reçoivent du pouvoir et comment leurs actions prennent sens dans et par rapport à des cadres relativement durables. La notion de champ peut ainsi contribuer à rendre raison du foisonnement qu'on rencontre, et du vertige qu'on éprouve, en travaillant sur des relations, circulations et connexions multiples. C'est cela qui est en cours depuis une dizaine d'années, via une réflexion poussée sur la façon dont ne pas simplement transposer un concept pensé pour appréhender des espaces de pouvoir nationaux. Le chapitre « Le concept de champ à l'épreuve de l'Europe » rédigé par Didier Georgakakis et Antoine Vauchez dans le Guide, est une contribution à cette appropriation du concept de champ, tout comme

la contribution de Niilo Kauppi (2018) « Transnational social Fields » dans le *Oxford Handbook of Pierre Bourdieu*.

Enfin, et dans deux directions différentes, des situations où la recherche et l'écriture historique sont en train de colleter avec le national et l'international (etc.), avec le domestique et l'étranger, et tentent de penser avec et à travers eux. En suivant Stephen W. Sawyer dans son compte-rendu (*Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 69, n° 1, 2014), et en les lisant, on réalise que les volumes d'Aurélien Lignereux et de Quentin Deluermoz choisissent d'écrire une histoire de la France du XIX^e siècle dans laquelle le régional, l'international, l'impérial et le global ne jouent pas un rôle d'extension ou de négation de la construction nationale (et du récit national), mais en sont des composantes. *L'empire des Français* de Lignereux, ou *Le crépuscule des révolutions* de Deluermoz, pour reprendre les mots de ce dernier, font « de la France non le cadre, mais l'objet » de leurs attentions (Deluermoz, 2012 : 8). D'autre part, le domaine de l'histoire environnementale dans son ensemble me paraît de ceux qui sont en train de se confronter à la question de la délimitation de leur unité de description et d'analyse. Cela est vrai pour la réflexion sur la périodisation qui le caractérise, en particulier autour de la « proposition anthropocène », un thème travaillé par Grégory Quenet dans un article récent (2017). Mais la discussion sur l'unité spatiale de description et d'analyse parcourt également ce domaine de savoir : équilibres et déséquilibres planétaires, ajustements et débalancements dans de petits territoires, fabrication et effondrements d'écosystèmes régionaux, on peut ici apprendre avec profit d'une situation où l'emprise des catégories habituelles de l'entendement historique, dont le national et l'international, est peut-être un peu moins forte que pour des domaines qui travaillent sur des objets historiques plus attachés à la pensée de l'État-nation.

Bibliographie

- ARMITAGE D. (2013), *Foundations of Modern International Thought*, Massachusetts, Harvard University.
- BURTON A. (dir.) (2003), *After the Imperial Turn: Thinking with and through the Nation*, Durham, Duke University Press.
- CONRAD S. (2016), *What Is Global History?*, Princeton University Press.
- CONTEMPORARY EUROPEAN HISTORY, vol. 25, n° 2, 2016.
- DELUERMOZ Q. (2012), *Le crépuscule des révolutions 1848-1871*, Paris, Seuil.
- DUCHESNE R. (2017), *Mass Immigration, Diversity, and the Ethnocide of Euro-Canadians*, Londres, Black House Publishing.
- HISTORY OF EUROPEAN IDEAS, vol. 41, n° 1, 2015.

- FARIES J. C. (1915), *The rise of internationalism*, thèse de doctorat en science politique, Columbia University.
- IRIYE A. (1997), *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- IRIYE A. (2002), *Global Community: The Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World*, Berkeley, University of California Press.
- IRIYE A., SAUNIER P.-Y., (dir.) (2013), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, Londres, Palgrave, 2009.
- KAUPPI N. (2018), « Transnational social Fields », in T. MEDVETS ET J. J. SALLAZ (dir.), *The Oxford Handbook of Pierre Bourdieu*, Oxford, Oxford University Press.
- OTLET P. (1907), « La loi d'ampliation et l'internationalisme », *Le Mouvement sociologique international*, vol. 8 n° 4, p. 133-174.
- QUENET G. (2017), « L'Anthropocène et le temps des historiens », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 72, n° 1, p. 267-299.
- SAUNIER P.-Y. (2012), « La secrétaire générale, l'ambassadeur et le docteur. Un conte en trois épisodes pour les historiens du "monde des causes" à l'époque contemporaine, 1800-2000 », *Monde(s). Histoire, Espaces, Relations*, vol. 1, n° 1, 2012, p. 29-47.
- SAUNIER P.-Y. (2014), « L'école d'infirmières de Lyon » et « L'action philanthropique états-unienne », in N. BEAUPRÉ, A. CHARMASSON-CREUS, F. GIRAUDIER ET T. BREBAN, *Lyon sur tous les fronts. Une ville dans la grande guerre*, Lyon, Silvana Editoriale.
- SAUNIER P.-Y. (2018), « Histoire Globale », *Encyclopaedia Universalis*, en ligne. URL : <https://www.universalis.fr/encyclopedie>.
- SAUNIER P.-Y., EWEN S. (dir.) (2008), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment 1850-2000*, New York, Palgrave.
- SIMÉANT J. (dir.) (2015), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS.
- SLUGA G., Clavin, P. (2016), *Internationalisms: A Twentieth Century History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- THIESSE A.-M. (1999), *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique ».
- VAN HOUTTE H. (1907), « Une loi d'ampliation: essai sur l'évolution politique, économique, morale et intellectuelle de l'Europe moderne », *Le Mouvement sociologique international*, vol. 8, n° 1, p. 85-120.